

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/8

G/SCM/W/16

10 juillet 1995

(95-1910)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT MEXICAIN AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juillet 1995.

On trouvera ci-après les questions présentées par écrit par l'Australie en vue de l'examen des législations qui aura lieu au cours de la prochaine réunion des Comités des pratiques antidumping et des subventions et des mesures compensatoires.

I. Législation antidumping du Mexique (G/ADP/N/MEX/1)

1. Quel est le lien entre l'Accord antidumping tel qu'il a été incorporé dans la législation mexicaine et la Loi et son Règlement d'application qui ont été notifiés? L'Accord antidumping l'emporte-t-il sur les autres lois et réglementations lorsqu'il y a incompatibilité? Le Mexique envisage-t-il de modifier sa Loi et son Règlement d'application afin de les mettre en conformité avec l'Accord antidumping? En cas d'incompatibilité, la conformité sera-t-elle assurée par la voie administrative ou y aura-t-il également une révision judiciaire, ainsi qu'il est prévu à l'article 13 de l'Accord antidumping et à l'article 23 de l'Accord sur les subventions?

2. Comment seront respectées les prescriptions de l'article 5.4 de l'Accord antidumping, en vertu desquelles la demande d'ouverture d'une enquête doit être présentée par la branche de production nationale ou en son nom?

3. Les articles 52 et 53 de la Loi fixent un délai de 30 jours pour la communication de renseignements. Le Mexique fera-t-il en sorte que les dispositions de la Loi et de son Règlement d'application concernant la communication de renseignements en rapport avec les enquêtes antidumping soient compatibles avec la prescription énoncée dans la note de bas de page 15 relative à l'article 6 de l'Accord antidumping, selon laquelle, en règle générale, il convient de ménager une semaine supplémentaire en sus du délai de 30 jours?

./.

4. Etant donné que l'article 57 de la Loi prévoit qu'il doit s'écouler au moins 45 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête avant que des mesures provisoires ne puissent être appliquées, comment le Mexique respectera-t-il le délai d'au moins 60 jours prescrit dans l'Accord antidumping?
5. S'agissant de l'article 58 du Règlement d'application, le Secrétariat tiendra-t-il compte de la procédure définie à l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping régissant la conversion de monnaies en cas de fluctuations des taux de change?
6. Conformément au paragraphe III de l'article 112 du Règlement d'application, des engagements peuvent être souscrits sous la forme de restrictions quantitatives à l'exportation. Comment cette disposition peut-elle être compatible avec l'article 8 de l'Accord antidumping?
7. Pour ce qui est de l'article 67 du Règlement d'application, comment le Secrétariat se conformera-t-il à la prescription obligatoire de l'article 3.3 de l'Accord antidumping, selon laquelle il ne doit pas être tenu compte des importations pour lesquelles la marge de dumping est inférieure à 2 pour cent ou dont le volume est négligeable?

II. Législation du Mexique en matière de droits compensateurs (G/SCM/N/1/MEX/1)

1. Les questions 1 à 4 et 7 concernant le document G/ADP/N/1/MEX/1 s'appliquent mutatis mutandis au document G/SCM/N/1/MEX/1.
2. La définition d'une subvention donnée à l'article 37 de la Loi diffère de celle qui figure à l'article premier de l'Accord sur les subventions. Comment le Secrétariat fera-t-il en sorte que cet article soit appliqué d'une manière compatible avec ledit accord?
3. En vertu de quelles règles le Secrétariat agira-t-il pour se conformer aux dispositions de l'Accord sur les subventions concernant les subventions ne donnant pas lieu à une action, c'est-à-dire la non-spécificité et le respect des conditions énoncées à l'article 8.2 de l'Accord sur les subventions ainsi qu'à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?